

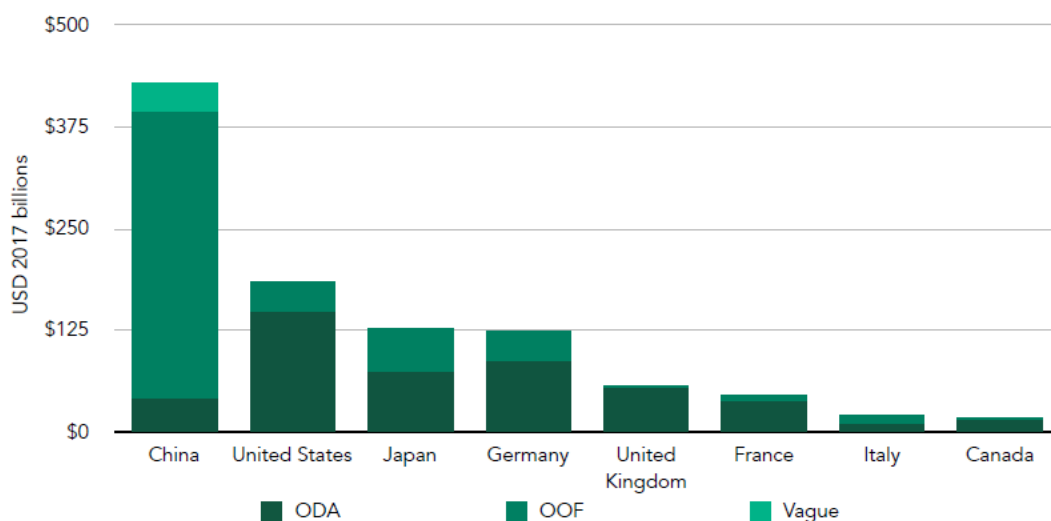
Les Financements Chinois (II)

Les crédits de développement liés aux Routes de la Soie (Belt & Road Initiative) : une manne opaque aux avantages contestés et en réduction

L'institut Aiddata lié à l'université américaine William & Mary et spécialisé sur le financement du développement vient de publier une étude¹ sur les crédits de développement chinois alloués à la BRI. Et la revue GTR a sorti un article sur l'intérêt croissant des exportateurs chinois pour les crédits export européens². Ces deux publications concomitantes nous donnent quelques indications.

- l'étude de AiData inclut dans les outils chinois du financement du développement 13.427 crédits publics faits à 145 pays, qu'il s'agisse de crédits de développement ou de crédits export sans faire la distinction traditionnellement faite dans l'OCDE entre l'aide au développement (ODA – Official Development Aid, qui suppose un élément-don minimum de 25%, selon les règles du DAC – Development Aid Committee de l'OCDE, basées sur un taux de référence de 5%) et les autres interventions dont le soutien aux exportations, en recensant les projets avec un élément don entre 0% et 25% (OOF- Other Official Finance). Pour mémoire, les pays OCDE considèrent que les crédits-export n'ont aucun élément-don même si leur cout annuel, y compris les primes d'assurance-crédit, est inférieur à 5%.
- le volume des crédits publics chinois est énorme, mais avec un poids limité de l'aide (ODA). Le taux moyen des crédits chinois serait de 4,2% (hors éventuelles primes d'assurance-crédit, qui sont le principal élément-cout des crédits export OCDE)

Figure 2: International development finance from China and the G7, 2013-2017



Il apparait aussi que certains pays de l'OCDE font beaucoup de crédits OOF mais pas la France !

- Alors que les banques d'Etat (Policy Banks comme China Development Bank et China Exim) étaient les principaux prêteurs au début du 21^{ème} siècle, les banques publiques (Bank of China, ICBC,...) sont maintenant les plus actives et Sinosure (l'ECA chinoise créée en 2001) leur offre de plus en plus de couvertures. En parallèle, les couts des crédits, avant assurance-crédit, ont augmenté. 60% des crédits (au lieu de 31% vers 2000) bénéficieraient d'une assurance-crédit ou

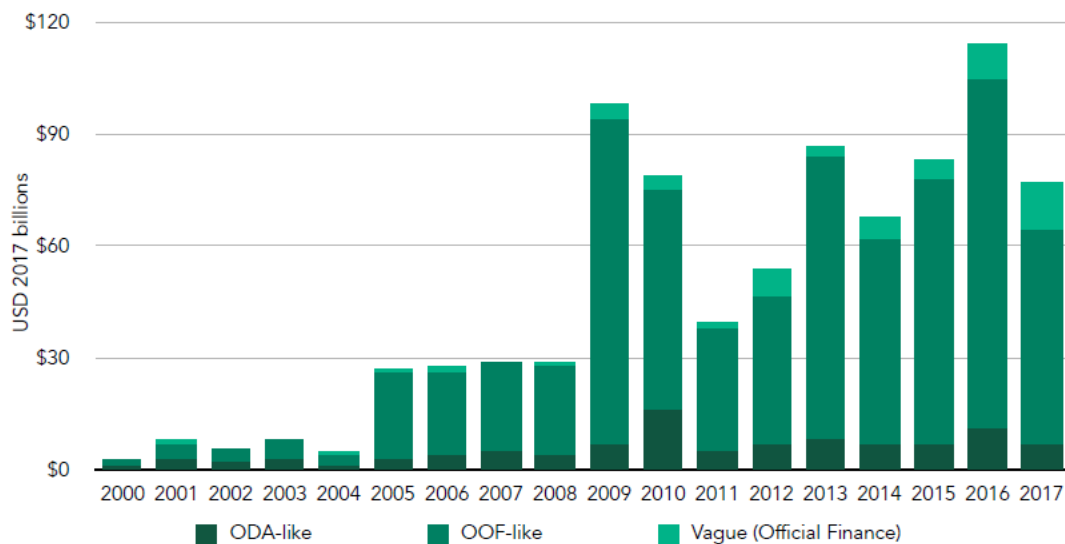
¹ <https://www.aiddata.org/publications/banking-on-the-belt-and-road>

² <https://www.gtreview.com/news/global/chinese-contractors-in-africa-turn-to-europe-for-financing/>

d'autres garanties comme des nantissements de revenus, parfois au mépris des règles du FMI qui interdit ces autres garanties pour les crédits souverains.

- 35% des projets chinois financés seraient entachés de plaintes (problèmes environnementaux ou sociaux, corruption,...). L'exercice des garanties offertes peut être compliqué ou polémique.
- La dette souveraine des pays émergents atteint 50% de leur PNB. La dette chinoise dépasse 10% de leur PNB dans 42 pays et dépasse 30% de la dette extérieure totale de 20 pays. Vers 2000, la dette souveraine dominait; maintenant 70% des nouveaux crédits chinois sont signés avec des entités publiques ou privées, parfois avec une garantie explicite ou implicite du souverain. Faute de recensement officiel, cette dette cachée pourrait représenter 5 à 6% du PNB de ces pays !
- Le volume des crédits octroyés baisse depuis 2016, les banques publiques et Sinosure étant confrontés à leurs limites de crédit ou des problèmes de remboursement

Figure 5: Official development finance commitments from China, 2000-2017



- Selon GTR, le volume de crédits vers l'Afrique serait passé de \$ 28 mds en 2016 à \$ 7 mds en 2019. Du coup, depuis 2020, des maîtres d'œuvre chinois se tournent vers des banques (KfW Ipx, StandChart,...) et des ECAs européennes (EKF, EKN, UKEF,...) pour financer leurs projets en Afrique, ce qui peut interpeler !

Conclusion

En raison de leurs coûts et/ou des garanties liées, les crédits chinois ne sont pas la panacée et les crédits exports européens sont souvent plus compétitifs que des crédits d'aide de type OOF. On peut s'interroger sur

- l'intérêt d'aller chercher ces crédits chinois sur des projets en Afrique, alors qu'il est possible de montrer que des solutions européennes sont moins chères
- la pertinence de soutenir des projets chinois depuis l'Europe et
- le maintien dans certains pays européens, en particulier la France, d'une muraille entre soutien au développement et soutien à l'export.